



UNION
DES AÉROPORTS
FRANÇAIS
& FRANCOPHONES
ASSOCIÉS

Paris, le 21 novembre 2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les aéroports français menacés par l'augmentation de la TSBA : un coup fatal pour l'économie des territoires

Les aéroports français sont alarmés par l'augmentation programmée de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) dans le projet de loi de finances 2025. Cette mesure qui touche de plein fouet la classe éco, si elle est maintenue, risque de porter un coup fatal à l'économie des territoires et de priver en région des millions de Français de l'accès à des vols abordables.

Un exode des compagnies low-cost

Ryanair, l'une des principales compagnies aériennes low-cost opérant en France, a déjà annoncé son intention de quitter dix aéroports français si cette hausse de la TSBA était appliquée. Cette décision serait désastreuse pour les aéroports régionaux, dont le trafic est essentiellement assuré (60% en moyenne, jusqu'à 100% pour les plus petits d'entre eux) par des compagnies low-cost pour lesquelles la sensibilité au prix est extrêmement forte. Ces compagnies aériennes se tourneraient alors vers des aéroports étrangers, laissant nos infrastructures sous-utilisées et nos régions sans desserte aérienne adéquate.

Un impact économique dévastateur

L'augmentation de la TSBA ne fera qu'aggraver la situation économique des aéroports français, déjà fragilisés par la crise sanitaire et la concurrence internationale, conduisant tout droit à des défaillances et à des plans sociaux en série. Dans les territoires, les emplois, les commerces et les services liés à l'activité aéroportuaire seront directement impactés. Il en sera de même pour l'industrie touristique et plus largement pour l'ensemble de l'économie entraînant une perte de revenus significative pour les collectivités territoriales. La diminution brutale de la connectivité aérienne aboutira aussi à des délocalisations d'entreprises qui désertent les territoires.

Un appel à la raison

L'UAF appelle le gouvernement à reconsidérer cette mesure déraisonnable et à prendre en compte les conséquences désastreuses qu'elle entraînera pour les aéroports français et l'économie des territoires. Il est impératif de trouver des solutions alternatives qui ne pénalisent pas les voyageurs et ne mettent pas en péril l'avenir de nos infrastructures aéroportuaires et le développement économique et social des territoires.

A la suite de l'annonce de Ryanair, Thomas JUIN, Président de l'UAF, a déclaré : « *Les craintes exprimées de longue date par l'UAF sur les risques que fait peser sur la connectivité des territoires l'augmentation brutale et déraisonnable de la TSBA se concrétisent aujourd'hui par les annonces à la chaîne de suppression de lignes et de réduction de la voilure des principales compagnies aériennes opérant en France. Le gouvernement va détruire en quelques semaines ce que les aéroports régionaux ont mis 20 ans à construire au bénéfice des territoires. La France se tire une balle dans le pied au détriment de ses territoires et de son économie sans aucun gain de CO₂ pour la planète puisque les avions iront voler ailleurs. L'UAF appelle le gouvernement à revoir d'urgence sa position* ».

A propos de l'UAF : Avec près de 150 adhérents, l'Union des Aéroports Français est l'organisation professionnelle des aéroports français, quelles que soient leur taille et leur spécialité. Elle a pour principale mission de défendre et de promouvoir les intérêts de la communauté aéroportuaire française auprès des décideurs français et européens. L'UAF est membre associé de la Fédération Nationale de l'Aviation et de ses métiers (FNAM) et de l'Airports Council International EUROPE (ACI EUROPE).

Contact Presse UAF :

Erwan LEMERCIER - Tél : 06 42 31 02 80 - elemercier@angiocom.fr